



11 minutes de lecture

Vue du district financier de Canary Wharf à la tombée de la nuit.

banques Europe

Sébastien Dubas

Mathilde Farine

Richard Werly

Publié mardi 13 septembre

2016 à 09:21.

REPORTAGE

Londres: après le choc du Brexit, l'attente

La place financière londonienne a vécu le résultat du référendum comme une véritable claque. Deux mois plus tard, la vie a repris son cours normal en attendant que les politiques négocient les termes d'un accord de sortie de l'Union européenne

Londres ne serait pas Londres sans ses pubs bondés à la sortie des bureaux. Et le Brexit n'y a rien changé. Thierry, un banquier genevois exilé de l'autre côté de la Manche depuis trois ans, confirme en sirotant une pinte de pale-ale sur un trottoir de Shoreditch, quartier à la mode: «Après deux semaines de gueule de bois, tout le monde a repris le cours normal de sa vie», explique-t-il.

Les Londoniens, d'origine ou d'adoption, n'ont rien perdu de leur flegme. Ils attendent désormais patiemment que les politiques négocient les termes de l'accord de sortie de l'Union européenne (UE), probablement pas avant 2019, qu'ils espèrent le meilleur possible.

C'est que dans les faits, rien n'a vraiment changé. Les Européens ont toujours leur file réservée à la descente de

l'avion et ils sont toujours autant à visiter Big Ben ou Trafalgar Square. Ils étaient même un nombre record fin août, malgré la canicule, à venir profiter de la chute de la livre sterling.

Le coup de chaud, les Londoniens l'ont vécu le 24 juin. Tous se remémorent précisément ce qu'ils faisaient ce jour-là, l'un des pires de leur vie. «Nous sommes descendus boire des shots vers midi, raconte Jean-Luc, un banquier français vivant à Londres depuis quatre ans. Certains de mes collègues avaient la larme à l'œil.»

Confiance en Theresa May

Deux mois après le «choc», «Le Temps» est parti prendre le pouls de la place financière londonienne. Martin Fricker, responsable de la clientèle privée d'UBP, nous reçoit dans l'enceinte de son établissement situé à Mayfair, le quartier des banques privées. Il résume l'état d'esprit ainsi: «D'un côté, nous sommes soulagés, la fin du monde n'a pas eu lieu et les marchés se sont même plutôt bien comportés durant l'été. De l'autre, personne ne sait quels seront les termes de l'accord avec l'UE.»

Assis à ses côtés, le responsable de la gestion actions européennes Scott Meech approuve. «Si l'économie britannique s'est plutôt bien tenue jusqu'ici, nous allons au-devant de beaucoup d'incertitudes», précise-t-il.

Pour les banques, la principale incertitude concerne le passeport européen, soit la possibilité d'offrir des produits et des services financiers à l'ensemble de la clientèle européenne depuis le sol britannique. Certaines, comme Deutsche Bank, s'attendent à une délocalisation massive des équipes vers Dublin, Francfort ou Paris alors que d'autres font confiance au gouvernement de Theresa May pour leur garantir un tel accès à l'avenir.

Interactif. Notre chronologie «Royaume-Uni et Europe: 65 ans d'histoire mouvementée »



Les deux dirigeants d'UBP se disent convaincus que Londres restera une place de premier plan. «Nous avons connu d'autres crises, souligne Martin Fricker, et pas des moindres.» «Londres a toutes les qualités requises pour une banque, renchérit Scott Meech. C'est une place sûre, stable, bien régulée et, qui plus est, un centre d'excellence où l'on trouve tous les talents nécessaires.»

Selon eux, d'autres points plaident en faveur de leur ville: le fait que la réglementation continuera d'être semblable à celle de l'Europe – condition sine qua non à l'accès au marché – et le coût qu'engendrerait un déménagement pour une banque. «Sans oublier la langue, qui fait office de protection», conclut Martin Fricker.

Partir ou non?

Un peu plus à l'est, la City grouille de costumes cravates malgré une chaleur étouffante. Au cœur du quartier des affaires historique de la ville, certains, à l'instar de Michael Mainelli, se montrent moins optimistes. «La Banque centrale européenne avait des bureaux au bout de la rue, fait-il en pointant du doigt la fenêtre. Ils ont déjà annoncé leur départ.»

Pour le directeur du cabinet Z/Yen Group, qui publie tous les six mois un classement des places financières selon leur compétitivité, l'institution européenne, qui ne représentait que quelques centaines d'emplois à Londres, ne serait que la pointe de l'iceberg.

Même si Londres sera toujours à la première place de son classement mi-septembre, Michael Mainelli est inquiet. Pas pour les grands groupes comme Deutsche Bank mais plutôt pour les sociétés financières de 100 ou 200 employés. «Ces entreprises ne disposent pas forcément de bureaux ailleurs en Europe, explique-t-il. Or, si elles doivent déménager pour se garantir un accès au marché européen, elles le feront probablement avec l'entier de leurs équipes.»

L'insouciance des fintechs

S'il est un secteur financier qui est en plein boom aujourd'hui à Londres, c'est bien celui des fintechs. Rien d'étonnant pour une ville où tout le monde utilise Uber pour se déplacer et une carte bancaire sans contact pour faire ses courses en sortant du travail.

Les sociétés actives dans l'innovation financière ont rejoint les grandes banques à Canary Wharf, l'autre centre financier situé à l'est de la City. Dans la plus haute tour du quartier, on trouve par exemple Level39, l'un des plus importants incubateurs de start-up financières au monde.

C'est Nicolas Steiner, l'un des membres fondateurs, qui se charge de la visite. Elles sont plus de 200 sociétés à cohabiter sur trois étages. Si les plus développées ont droit à un «box», les autres se partagent un espace de coworking. La cravate a laissé place aux baskets et on y parle bitcoin, blockchain ou cybersécurité autour d'un café ou via Skype. Le tout avec une vue imprenable sur la Tamise.

Nicolas Steiner, qui développe par ailleurs un cursus fintech pour l'école de management de Fribourg, explique comment Londres est devenue l'une des capitales mondiales du secteur avec 5,4 milliards de dollars d'investissements depuis 2000 (contre 4,4 milliards pour le reste de l'Europe). «C'est ici que se rencontrent les innovateurs, les investisseurs et les distributeurs potentiels comme les banques», indique-t-il en entrant dans la salle de réunion où Boris Johnson, l'ancien maire devenu pro-Brexit, a inauguré Level39 en 2013.

L'écosystème propice à l'innovation financière a néanmoins vécu le Brexit comme un coup de massue, reconnaît Nicolas Steiner. «Dès le lendemain, des sociétés ont reçu des lettres d'autres villes européennes, comme Berlin, leur expliquant à quel point le vote allait affecter leurs opérations et pourquoi il fallait venir s'implanter chez elles. Mais au final, les gens ont repris le cours de leur vie», conclut-il.

L'endroit où il faut être

Ce rapide retour à la normale, Magdalena Kron l'a aussi observé au sein du Barclays Accelerator, un accélérateur de start-up financières situé à mi-chemin entre Canary Wharf et la City. Créé en 2014, celui-ci accueille chaque début d'année une dizaine de jeunes pousses triées sur le volet pour un programme de 13 semaines. Objectif: en faire les leaders de la finance de demain.

«Peut-être que les entrepreneurs sont davantage habitués à faire face aux incertitudes, se risque la responsable des lieux dans une ambiance studieuse malgré la présence d'une table de ping-pong et d'un baby-foot derrière elle. Ou peut-être qu'ils ont d'autres soucis en tête, plus urgents.»

La jeune femme, qui a quitté la Suède pour s'installer à

Londres il y a 12 ans, s'inquiète toutefois elle aussi des conséquences du Brexit. Mais elle reste convaincue, dit-elle, que la capitale britannique restera l'endroit où il faut être quand on travaille dans la fintech. Pour preuve: ils sont déjà plus de 700 à s'être inscrits pour participer à la volée 2017 du programme.

«Les entrepreneurs disposent ici de tout ce dont ils ont besoin, les banques, le capital, le talent. Sans oublier le soutien des autorités», souligne-t-elle pour expliquer ce succès. Elle cite en exemple les «regulatory sandbox», mises en place par le gendarme financier (FCA), et qui leur permettent «de tester des idées sur le marché sans risquer d'enfreindre des règles dont ils n'auraient même pas idée de l'existence.»

Autorités «pro-business»

En dialecte local, on dit que les autorités sont «pro-business». Guillaume Pousaz, un entrepreneur genevois actif dans le paiement en ligne, acquiesce. Quand il a lancé l'antenne européenne de checkout.com en 2012, il a d'abord étudié la faisabilité de son projet en Suisse avant de rapidement se tourner vers Londres. «Ici, on peut créer une société en quelques minutes sur Internet pour 20 livres, explique-t-il, alors qu'en Suisse cela coûte des milliers de francs.»

Autre avantage de Londres: la possibilité de recruter les meilleurs talents d'Europe. «Tous ceux qui cherchent à innover et qui veulent un avenir de qualité viennent ici», poursuit Guillaume Pousaz. Parmi la cinquantaine d'employés affairés dans ses bureaux situés à deux pas d'Oxford Circus, on compte une quinzaine de nationalités: des Anglais, des Français, des Polonais et même des Suisses.

Le Brexit n'en demeure pas moins un challenge pour le patron de checkout.com qui a décidé, pour parer à tout

scénario catastrophe, d'obtenir une deuxième licence européenne. Outre le coût financier que cela représente, il sait surtout qu'aucune ville européenne ne peut lui apporter aujourd'hui les mêmes avantages que Londres. Brexit ou non.

Dublin en embuscade derrière la City

Le Brexit n'était pas encore voté que Martin Shanahan y voyait déjà un moyen d'atteindre son objectif pour les quatre prochaines années: attirer 10 000 emplois dans la finance à Dublin. Lors d'une conférence vantant les mérites de l'île d'émeraude pour les investisseurs plus tôt cette année, le responsable de l'agence de développement IDA Ireland estimait que pour les investisseurs «aimant les certitudes», un retrait de l'Union européenne pourrait «donner un argument pour étudier d'autres options», rappelle le «Financial Times». Et, le lendemain déjà du vote, l'agence en question envoyait une missive à plus d'un millier d'investisseurs, leur rappelant que l'Irlande restait dans l'UE et offrant de l'aide pour organiser des déplacements de personnels, révélait le Wall Street Journal.

Dublin, déjà un centre financier qui abrite 3000 milliards d'euros de fonds de placement, selon les statistiques de la banque centrale à fin 2015, figure dans les réflexions des banquiers depuis la décision des Britanniques de quitter l'UE. Selon un sondage publié mi-août par le CFA Institute, qui a interrogé 2000 spécialistes de l'investissement, 62% d'entre eux ont jugé que Dublin pourrait profiter des déboires de la City et se renforcer. L'an dernier, Credit Suisse avait du reste déjà transféré une centaine d'emplois de Londres à Dublin, une décision motivée par les coûts inférieurs dans la capitale irlandaise.

Début juillet, un mémo internet de Deutsche Bank avait

fuité dans la presse. Des responsables de la banque allemande y discutaient des portes de sortie après le Brexit pour ses concurrents. Ils estimaient alors que Citi, Barclays et Bank of America Merrill Lynch surtout pourraient augmenter le nombre de leurs employés dans la capitale irlandaise. Mais, dans un autre contexte, des économistes de Deutsche Bank ont souligné que les infrastructures trop faibles limiteraient l'exode dans cette direction.

Bank of Cyprus fait un pas

Ses avantages? La présence dans l'Union européenne, la langue, la proximité avec la Grande-Bretagne, l'existence d'une place financière et son impôt notoirement faible pour les entreprises.

Les banques, elles-mêmes, se sont bien gardées d'annoncer des déménagements, se contentant de «réfléchir» à la suite. Dans leur écrasante majorité, elles restent en attente de la forme que prendra, dans la réalité, le Brexit pour se décider ou non à décamper de la City. A l'exception d'un signe donné par Bank of Cyprus. Cette dernière, qui cherche à être cotée à Londres, ne peut pas le faire en restant à Chypre. S'installer en Irlande le lui permettrait. C'est donc pour ce pays qu'elle vient d'opter, y enregistrant une filiale, selon l'Irish Times.

Le nouvel attrait de Dublin pour le monde de la finance, c'est peut-être le seul point positif que le pays a à gagner du référendum.

(Mathilde Farine)

Place financière: le terme qui passe mal à Paris

Valérie Pécresse a vite compris qu'elle s'était avancée imprudemment. Le 25 juin dernier, la nouvelle

présidente de la région Ile-de-France lance une première bouée en direction des opérateurs financiers de la City: «Toutes les métropoles européennes sont sur le pont pour rapatrier les entreprises qui veulent quitter le Royaume-Uni. Il y a des milliers d'emplois à la clé. Il est absolument vital que nous leur déroulions le tapis rouge. Je leur dis Welcome to Paris-Région!» confie au quotidien «Le Monde» cette élue de droite, ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche sous Nicolas Sarkozy. «Elle voulait déclencher un big-bang, mais il n'a pas eu lieu», commente, quelques mois après, l'un de ses conseillers à la région.



Pecresse au sommet du
in août.

Paris a pourtant de beaux atouts. Outre sa réputation touristique mondiale, la capitale française abrite une place financière aux contours assez voisins de ceux de la City... en version redux. Comme à Londres, les grandes banques françaises cartonnent dans les produits dérivés et les services financiers. La plateforme boursière

Euronext – issue de la fusion des bourses de Paris, Amsterdam et Bruxelles en 2000, avant d'intégrer Lisbonne puis de s'allier au New York Stock Exchange pour devenir NYSE Euronext – est le principal opérateur financier de la zone euro, devant Francfort, et affiche une capitalisation sur le Vieux Continent de plus de 2500 milliards d'euros.

«Un aimable climat provincial»

Côté culture financière, Francfort a un coup d'avance, grâce à la présence de la Banque centrale européenne. Autre difficulté pour Paris: le réservoir de talents financiers qu'elle met en avant n'est pas si bien rempli. Même si l'Université Paris Dauphine peut se targuer d'avoir formé de nombreux esprits brillants en économétrie, au point que ces cerveaux ont souvent été dénoncés pour leurs manipulations dans les salles de marché lors de la crise de 2008-2011, les filières financières françaises attirent peu d'étudiants étrangers, surtout en provenance d'Asie ou des pays émergents. L'économiste Charles Wyplosz acquiesçait récemment dans une tribune du «Figaro»: «A Paris, on vit entre soi dans un aimable climat provincial.»

Avec un taux de prélèvements obligatoires de 46,1% (près de 1000 milliards d'euros en 2013), la France reste aussi vice-championne du monde de l'impôt. C'est à Paris que se trouvent les principaux tenants du projet de «taxe européenne sur les transactions financières» inspirée de la taxe Tobin. L'impôt sur la fortune est mal vu par les cadres de l'industrie financière et plus encore par les managers de hedge funds. «Il y a une impasse française en termes de fiscalité. Sans baisse résolue des impôts, l'attractivité ne reviendra pas», juge l'économiste Yves Jacquin Depeyre, auteur de la «Réconciliation fiscale».

(Richard Werly)